

COLLOQUE DU CONSEIL FRANCO-BRITANNIQUE

**LES CONSEQUENCES
DES ELECTIONS AMERICAINES SUR
LES RELATIONS TRANSATLANTIQUES**

PARIS, 9 DECEMBRE 2004

En ouvrant le colloque sur les conséquences des élections américaines du 2 novembre 2004, M. Jean François-Poncet, le co-président français, présente un tableau global de la scène internationale très modifié par rapport à la situation qui prévalait avant la crise irakienne. Malgré un an et demi de présence militaire américaine au Moyen Orient la situation en Irak est toujours aussi préoccupante. Certes des éléments positifs existent : des élections ont eu lieu en Afghanistan et l'on peut espérer une normalisation dans ce pays. La mort d'Arafat, la perspective d'élections en Palestine, l'évacuation de Gaza, un courant favorable à la reprise du dialogue entre Israël et les Palestiniens constituent des éléments positifs dont il est permis de se réjouir.

Après la crise en Europe au lendemain de l'intervention en Irak, c'est « miracle », poursuit l'intervenant, que la Constitution européenne ait été approuvée. Encore faut-il qu'elle soit ratifiée. Si les chances de celles-ci en France paraissent plus probables aujourd'hui qu'hier l'incertitude demeure sur l'attitude du peuple anglais. Que se passerait-il si la France et plusieurs grands Etats du continent ratifiaient la Constitution et que le Royaume Uni la rejette ?

L'Iran pose lui aussi un très grave problème. L'ascension de la Chine préoccupe. La croissance de l'économie mondiale ne va-t-elle pas se ralentir ? Le déficit budgétaire américain et celui de la balance des comptes des Etats-Unis font peser une menace sérieuse sur le dollar. Enfin le terrorisme menace l'Europe et pourrait peut-être plus toucher l'Europe que l'Amérique.

Dans ces conditions, l'élection qui a renforcé l'autorité de G.W. Bush a-t-elle rendu l'Amérique plus forte ? Ce n'est pas certain : les limites à sa toute puissance sont plus manifestes qu'hier. Il est opportun que Français et Britanniques en débattent.

Tel est le sentiment de Lord Radice, co-président du Conseil franco-britannique qui, comme son homologue français Jacques Viot l'avait fait dans son propos liminaire, s'est plu à souligner, la convergence des vues exprimées par le Président Jacques Chirac et par Tony Blair le 18 novembre à Londres. La perspective de la reprise des pourparlers entre Israéliens et Palestiniens est encourageante. Le Royaume Uni n'a-t-il pas vocation à servir de pont entre l'Amérique et l'Europe ?

Premier intervenant dans le colloque, Philip Stephens a tout d'abord tiré les leçons des élections américaines. Contrairement à ce que l'on a dit souvent en Europe, G.W. Bush a été bien élu et pas seulement par une proportion plus forte de chrétiens de droite : celle-ci, au contraire est restée stable. Là où Bush a renforcé ses positions c'est dans la population d'origine hispanique et dans le vote féminin – chez les femmes blanches, mariées et avec des enfants. Il a été élu fondamentalement parce qu'il a montré qu'il était capable de défendre l'Amérique quitte à prendre les devants. Il s'est libéré d'un complexe à l'égard de son père en étant capable de se faire réélire ce que son père n'avait pas réussi. Il est

légitimement élu grâce à sa forte majorité de vote populaire. Il dispose d'un Congrès totalement républicain.

Que peut-on attendre de lui désormais ? Il va y avoir un changement de ton. Le Président ne s'opposera pas à la relance du processus de négociation dans le conflit israëlo-palestinien. On peut escompter aussi un effort de sa part pour stabiliser les rapports transatlantiques. Il demeure que l'Irak reste une grande difficulté. Si l'Amérique échoue dans le processus électoral, une forte pression se manifesterait aux Etats-Unis pour un retrait des forces – à n'importe quel prix. Difficulté également en raison de la poursuite du programme nucléaire d'Iran. La patience américaine, en cette affaire, a des limites.

Les élections américaines auront des conséquences pour l'Europe. Celle-ci n'est plus au cœur du système géopolitique de l'Amérique. On constate la place accrue de la notion d'un « West » - d'un Occident euro-américain. L'ancien projet européen paraît abandonné. L'Amérique attend de l'Europe la promotion de la prospérité économique et de la démocratie en Europe et au-delà.

La légitimité acquise par G.W. Bush lors des élections paraît évidente à Dominique Moïsi. Lui aussi considère que le vote a conforté la légitimité de sa présidence. L'Europe ne doit pas avoir d'illusions à cet égard. Même en cas de victoire de Kerry, il paraissait douteux qu'une autre politique se mette en place. La « présidence impériale » est de retour. Pourquoi G.W. Bush changerait-il de politique dès lors que celle-ci lui a réussi ?

A côté de cette continuité « renforcée », on doit cependant noter que l'Amérique peut avoir à infléchir sa politique. Elle peut avoir besoin de l'Europe à un moment où la Russie fait un retour sur la scène internationale en choisissant sa vocation impériale ; elle peut avoir besoin de l'Europe au Proche et au Moyen-Orient ; besoin de l'Europe comme objet mais aussi comme sujet de la politique internationale. Plus spécialement, l'Amérique qui enregistre un retour de l'Allemagne à l'orthodoxie atlantique peut ignorer la France sans afficher son désagrément. On peut même envisager une Amérique témoignant de sa bonne volonté. Pour l'Europe, face à une Amérique relégitimée, il serait souhaitable de parler moins de « multilatéralisme » tandis que l'Amérique mettrait moins en pratique « l'unilatéralisme »

Les remarques qui viennent d'être faites concourent à souligner que l'Europe a cessé de dominer la vision géopolitique des Etats-Unis. N'est-ce cependant pas plutôt, s'interroge Jean François-Poncet, le Moyen-Orient plus que la Chine qui préoccupe l'Amérique : comment sortir du guépier irakien ? maintenir Israël ? s'approvisionner en pétrole ? vivre avec un dollar faible ? comment l'Amérique peut-elle assumer l'impopularité de sa politique ? Les limites de la puissance américaine sont là.

A cette question, Richard Portes apporte une réponse nuancée. Rappelant les propos du Général de Gaulle sur les privilèges du dollar, il estime que l'on exagère les conséquences de la crise du dollar. Au reste, les pays d'Asie ont déjà perdu plusieurs centaines de milliards de dollars du fait de la dépréciation de la monnaie américaine – et cela peut continuer.

Le monde redevient plus complexe note André Fontaine. Certes la nomination de C. Rice au Département d'Etat a pour but de reprendre en main une administration jugée trop libérale, mais aussi de placer à sa tête un expert du monde russe au moment où la Russie revient à une politique de puissance. A cet égard il convient, dans le traitement de l'affaire ukrainienne, de se souvenir de ne pas humilier la Russie.

Pour Mark Leonard, à l'encontre des avis exprimés par les précédents intervenants, la politique américaine, après les élections, pourrait devenir plus prudente. Après tout l'unilatéralisme apparaissait lors de l'administration Clinton et désormais le pendule revient vers une attitude plus mesurée qu'expliquent les mécomptes de la guerre en Irak. Aujourd'hui ne serait plus possible une intervention, en Iran par exemple, avec passage au Conseil de sécurité. Des décombres de la crise demeurent le maintien du lien transatlantique, le retour aux règles de la sécurité collective et l'attitude à l'égard de la guerre préventive. Dans ces conditions l'interventionnisme américain pourrait laisser la place à des tendances isolationnistes. Paradoxalement la division des Européens aura facilité cette évolution.

Nicole Bacharan en réponse à une interrogation du co-président se dit persuadée que G.W. Bush n'acceptera jamais que l'Iran devienne une puissance nucléaire. Ceci dit, elle souligne la résilience des contre-pouvoirs au sein même du gouvernement américain. Certes il a été noté que les conservateurs ont perdu une part de leur influence mais il faut souligner le fait qu'ils l'exercent en faveur d'un certain isolationnisme. L'intervenante relève, comme étant un aspect encourageant, le mérite reconnu à l'élection démocratique comme moyen d'apaisement des crises et de renforcement des structures politiques.

Bonnie Greer, se plaçant dans une optique résolument culturelle, souligne la précarité du mandat de G.W. Bush en ce domaine. Ceci exposé, elle reconnaît que le vote hispanique favorable au candidat républicain a joué, cette fois, un rôle plus important que celui des Afro-américains.

Angus Lapsley estime qu'un succès démocrate n'était nullement exclu. Il observe que des perspectives restent ouvertes qui permettraient à l'Europe d'apporter une contribution dans les affaires d'Ukraine et du Moyen-orient. C'est du moins la vision que l'on a, aujourd'hui, à Washington.

Si G.W. Bush a été bien réélu, car réélu en dépit des mauvaises nouvelles qui continuent de tomber d'Irak, s'il est plus fort et plus déterminé que jamais, pour

autant, constate Renaud Girard, l'Amérique est aujourd'hui moins forte. En 2003, et il en a été le témoin, l'Amérique pouvait tout obtenir d'un Saddam Hussein aux abois. Pourquoi avoir alors refusé de se servir de la dissuasion ? Maintenant l'Iran a compris que l'Amérique n'a tout simplement pas les moyens de s'engager dans une nouvelle guerre.

Adam Steinhouse est revenu au problème de l'interprétation des élections et à celui du mandat donné à G.W. Bush. Pour l'orateur, le changement demeure très limité. Seules 30 des 435 circonscriptions de la Chambre des représentants ont connu de véritables changements. Quant à l'électorat, ce ne sont pas les mères de famille de souche européenne qui ont voté Bush comme l'a dit un précédent intervenant, mais les femmes célibataires. Le Congrès ne peut donc pas refléter comme on l'a prétendu une nouvelle majorité.

C'est également à une interprétation des élections que s'est livré Daniel Franklin. Il a noté que l'économie reste fondamentale mais qu'elle n'a joué que très peu sur les élections. Car, après tout, l'administration Bush avait obtenu d'assez bons résultats, ce qui n'est pas du tout ce que les Européens du Continent ont réussi à faire. Si l'économie a joué un rôle, c'est dans la comparaison avec l'Europe et aussi dans le refus d'un retour, même limité, à un protectionnisme que Kerry n'avait pas écarté.

L'attitude de l'Europe à l'égard de la Russie, dans l'affaire ukrainienne ou à l'égard de la Chine pour les livraisons d'armes reflète, selon Jean-Claude Casanova une plus grande sérénité de jugement que les relations d'une partie de l'opinion française. La France d'ailleurs va devoir choisir entre les orientations que l'on peut qualifier de « post gaullistes » et celles que traduit l'adhésion à la Constitution européenne. Il en conclut que l'amélioration des rapports transatlantiques va dans le sens des intérêts européens et doit aboutir à renforcer le multilatéralisme.

Le colloque s'est penché à plusieurs reprises sur les limites à la puissance américaines que les élections de novembre n'ont pas réduites et ont plutôt révélées. Parmi celles-ci la chute du dollar a suscité le plus d'interrogations. Il revenait à Christian de Boissieu d'en présenter une analyse générale. Selon cet intervenant la perte de valeur du dollar n'est pas nouvelle. Ce qui est nouveau c'est qu'elle se produit alors que l'économie américaine est assez florissante, bien plus que celle de l'Europe alors que l'Euro s'apprécie, comme, d'ailleurs, la livre sterling. Le différentiel de croissance entre l'Europe et l'Amérique se maintient. On peut même s'attendre à une augmentation du déficit de la balance des comptes américaine (600 milliards de dollars en 2004).

Ce qui montre que l'Amérique peut accepter un tel déficit, c'est bien l'attitude du Président Bush qui annonce que le budget fédéral ne va pas diminuer alors que le déficit atteint 450 milliards ce que ni les pays euro, ni la Russie, ni la Chine ne trouvent supportable et qui ne sera pas même tenable pour Washington.

Pour qu'une régulation se fasse, il faudrait que la baisse du dollar ait désormais des effets très pervers pour l'Amérique, ce qui n'est pas encore le cas. Quand les taux monétaires seront contre-productifs, y compris pour les Etats-Unis, notamment en induisant une petite part de récession dans l'économie, il pourra se produire une correction des relations monétaires.

En attendant – mais quand le taux du dollar sera-t-il jugé trop faible ? que peuvent faire l'euro, la Livre Sterling, le Yen, le Wuan, et le dollar canadien ? Des convergences d'intérêt peuvent se manifester. Il faudrait que le taux d'épargne remonte aux Etats-Unis, pour soulager le dollar, ajoute Richard Portes qui partage l'analyse de l'intervenant. Il lui paraît possible de négocier un accord multilatéral qu'il conviendrait de mettre en œuvre avec rapidité.

Une autre limite de la toute puissance américaine est relevée, notamment par Nicole Bacharan : à quoi bon une telle supériorité dans un armement d'usage irréaliste dans le contexte actuel alors que les armes, même sophistiqués, les troupes même d'élite ne sont pas suffisantes pour mettre fin au conflit actuel ou pour promouvoir un nouvel ordre politique ? Sur ce point, Jean François-Poncet, se référant au caractère lucide des vues exprimées par le Général Rannou l'invite à s'exprimer.

Le Général prend à contre-pied la quasi-totalité des intervenants précédents. Selon lui, l'Amérique est en train de gagner la guerre en Irak. On ne voit que les difficultés des Américains sans prendre conscience de leurs succès. Naturellement, il faut d'abord gagner la guerre avant de gérer l'après-guerre, mais les moyens de l'après-guerre sont assez semblables à ceux de la guerre. On constate d'autre part une réelle décrispation des Américains qui ont repris le dialogue avec les Européens sur des aspects très confidentiels de leurs programmes d'armements. Les officiels américains souhaitent manifestement maintenir le dialogue avec les Européens, y compris avec les Français. Il ne faut pas prendre pour de l'argent comptant les demandes en « moyens ». Là où il y a une volonté, les moyens se trouvent. L'intervenant note qu'il est difficile de savoir si l'isolationnisme risque de gagner la nouvelle administration américaine. Tout au plus peut-on dire, car c'est un fait d'expérience, qu'il est plus facile de travailler et de coopérer avec l'administration républicaine qu'avec les démocrates.

C'est également une hypothèse optimiste sur les chances du succès des Américains en Irak qu'exprime le Général Vyvyan. Que cela prenne plus de temps que prévu ne change rien. Il serait totalement erroné de penser qu'une victoire de Kerry aurait changé quelque chose à l'engagement américain en Irak. Enfin il y a de grandes différences entre les deux rives de l'Atlantique. La conscience des Européens de partager la même « culture » géopolitique ou militaire ne doit pas faire oublier que l'Amérique a une culture qui lui est propre. Dans ces conditions, comment aider Washington à sortir du guêpier irakien ? C'est en tout cas ce que nous devons faire en regrettant les deux erreurs stratégiques commises par les Américains : l'une a été de laisser l'affaire dans les mains des militaires après la

prise de Bagdad et la victoire militaire ; l'autre a consisté à détruire les anciennes structures du régime de Saddam Hussein qui offraient des possibilités pour la reprise des activités civiles.

Le thème du colloque étant l'étude des conséquences des élections américains sur les relations franco-britanniques rappelle François Bujon de l'Estang, il faut reconnaître que la priorité donnée aux Etats-Unis aux questions de sécurité ne nous permet pas d'attendre une attitude souple de la nouvelle administration. Certes Bush est plus fort depuis les élections mais l'Amérique est plus faible. La guerre d'Irak a provoqué une politisation extrême aux Etats-Unis et une grande division au sein de l'opinion américaine. Cette division n'est pas moindre en Europe. Face au défi que le conflit irakien a posé aux Français et aux Britanniques, il est patent que les uns et les autres ont échoué, les uns en choisissant la confrontation avec l'Amérique, les autres en s'alignant complètement sur la politique américaine. Dès lors, comment retrouver une certaine crédibilité face aux Américains ? Nous n'avons aucun intérêt à ce que ceux-ci échouent en Irak. On a dit aujourd'hui que l'Europe a cessé d'être la priorité géopolitique, qu'elle ne compte pas vraiment. L'administration Bush semble considérer que c'est la Chine qui va désormais jouer les premiers rôles, même si ce doit être dans plusieurs années. Il demeure que l'Europe peut apporter quelques éléments essentiels qui tiennent à la stratégie de sortie de la crise irakienne, à son rôle dans le débat israélo-palestinien, mais aussi au dossier de la prolifération nucléaire et à l'adoption d'une ligne cohérente commune à l'égard de la Russie et au retour de la crédibilité de l'ONU.

Roger Morgan s'interroge sur le point de savoir si les bonnes paroles échangées par Jacques Chirac et Tony Blair à Londres en novembre ont une réelle portée. En fait les différences demeurent aussi fortes que jamais et ce n'est pas en ne les exprimant pas que l'on y change quelque chose. Fondamentalement, conclut-il, Londres accepte une politique américaine que Paris réclame. Il est rare que le gouvernement de Tony Blair critique les aspects principaux de la politique de Washington en public, alors qu'il le fait fréquemment à l'égard de ses partenaires de l'Union européenne.

Une formule pourrait être, si l'on en croit Adam Steinhouse, conforme à l'attitude du Canada, à la fois très opposé à la politique américaine en Irak ou à celle en matière sociale sans empêcher une très étroite et amicale coopération et compréhension de l'Amérique. Ce n'est pas l'attitude des hommes politiques britanniques telle que la dépeint Anthony Howard. Certes, il n'est pas rare d'entendre des opinions critiques de la politique américaine et il est vrai qu'il n'y a pas de consensus au Royaume Uni sur ce point. Mais en fin de compte les politiciens britanniques sont bien plus critiques de ce qui se passe sur le continent. A la notable exception de Chris Patten, il est rare de rencontrer outre-Manche des jugements équilibrés. La classe politique anglaise se rassemble dans une certaine proximité à l'égard de la classe politique américaine.

C'est à un bilan global que s'est livré Christopher Mallaby, co-président du colloque. On a parlé ce matin, a-t-il déclaré, d'une « continuité renforcée » de la politique américaine à la suite du verdict des élections de novembre. Il ne faut pas s'attendre à un assouplissement des positions américaines. Bien que présentés de façon équilibrée par Jacques Chirac les propos sur la multipolarité ont été mal reçus à Washington. Quant à la politique étrangère commune de l'Europe, elle paraît plus lointaine que jamais. A cet égard, note le co-président, il est vrai que si le peuple britannique devait rejeter l'adhésion à la Constitution européenne la situation serait différente selon que le Royaume-Uni serait seul à se retrouver dans son refus ou s'il était suivi par d'autres Européens. Un vote de rejet, aujourd'hui probable – mais la situation peut changer d'ici là avec la campagne électorale – précipiterait sans doute l'avènement d'une Europe à plusieurs vitesses.

A propos de l'OTAN, Sir Christopher fit remarquer que cet organisme, tout en étant l'alliance militaire la plus efficace que l'on ait jamais eue, avait été en fait appelé à se prononcer sur différents problèmes et à coordonner des politiques. Jacques Chirac l'a davantage évoqué récemment que Tony Blair. L'OTAN n'a plus d'ennemi et pas encore de rôle. Ce rôle peut-il consister à se prononcer sur des problèmes internationaux ? Y a-t-il assez de champ pour concilier le pouvoir fort des Etats-Unis (hard power) et le pouvoir de conciliation de l'Europe (soft power) ? Ce dernier exerce une influence sur l'Europe centrale, en terme de démocratie et d'économie de marché.

L'Irak continuera pendant quelque temps à diviser les Etats-Unis et l'Europe. Les deux divergent aussi sur l'Iran et les ventes d'armes à la Chine. Y-a-t-il d'autres sujets sur lesquels le dialogue pourrait être plus positif ? Si oui, les relations transatlantiques pourraient se rétablir dans une certaine mesure, alors qu'un accord sur l'Irak reste difficile. La clé en est la Palestine. Si George Bush prenait quelques initiatives ou même se montrait plus actif, des aspects de sa politique deviendraient plus acceptables en Europe. Les Européens devraient alors considérer ces avancées et tenter d'en faire un point de départ. Un dialogue transatlantique utile pourrait également se nouer au sujet du changement climatique et du commerce international. Cette stratégie « changer de sujet », éloignant l'Irak constitue le meilleur espoir pour le dialogue transatlantique en 2005.

Après une analyse des conséquences de la crise ukrainienne, l'orateur n'exclut pas un rôle positif pour l'Europe dans la crise israëlo-palestienne, en Irak et dans les relations commerciales.

Invité à s'exprimer sur les moyens de relancer la relation Europe-Etats-Unis, François Heisbourg remarque que la crise sur l'Irak a été pour la France et le Royaume-Uni comme une crise de Suez à l'envers. L'attitude des deux pays a eu pour conséquence la division de l'Europe. Dans cette Europe en ruines les deux partenaires constatent l'échec américain en matière militaire. Malgré un budget qui est aussi élevé que l'ensemble des budgets militaires du reste du monde, l'Amérique doit reconnaître ses limites. Comme naguère au Vietnam et plus aujourd'hui qu'hier

elle n'a pas les moyens d'agir selon ses impulsions. Le cas de l'Iran l'illustre parfaitement avec, à choisir, le baril de pétrole à 100 dollars – et la récession ; un bombardement sélectif inacceptable ; une armée prise en otage en Irak. Du reste, qui peut parler de « dernier quart d'heure », de victoire en Irak ? Certes le pays chiite est relativement calme puisqu'il se voit offrir le pouvoir sans combat. Mais à qui fera-t-on croire que la situation soit en train de se pacifier ? En fait G.W. Bush a peu de marge de manœuvre. Et surtout à quel rôle peut prétendre une relation transatlantique nouvelle ? Dans le passé la relation transatlantique a bien fonctionné pendant la guerre froide et lors des crises yougoslaves. Quel « plus » cette relation peut-elle apporter sur des thèmes comme le conflit israëlo-palestinien, les relations avec la Chine, l'environnement, l'Irak et même la prolifération. L'OTAN n'est pas le bon instrument. Il s'agit plus d'organiser des coalitions ad hoc. Ce qui réduit aussi les avantages du Quad (France, Royaume Uni, Allemagne, Etats-Unis) et même du forum Europe-Etats-Unis.

C'est vers cette problématique que se tourne Sir John Holmes. L'Ambassadeur du Royaume-Uni part d'un postulat. Lorsque nos deux pays sont d'accord, ils peuvent beaucoup. Il y a une perspective ouverte par un récent discours de Michel Barnier que l'ont doit lire avant le voyage de G.W. Bush en Europe au mois de février. Comment aurions-nous pu nous entendre pour éviter que l'Irak soit la clé du problème des relations transatlantiques ?

Lorsque les trois ministres des affaires étrangères, en visite à Téhéran, dissuadent l'Iran de développer son arsenal nucléaire, nous sommes dans la bonne voie. Des perspectives existent du côté du Proche Orient, de l'Afghanistan, avec le contrôle de la drogue, des Balkans. Sur ces thèmes, les intérêts transatlantiques sont manifestes. Ils le sont moins pour l'Afrique et les changements climatiques, mais de nouveau essentiels pour la sécurité collective.

Peter Jay s'interroge sur la délectation morose dont font preuve les Français lorsqu'ils évoquent les limites et les échecs des Américains. Mais nul ne peut dire encore si les Etats-Unis ne parviendront pas in fine à imposer leur politique en Irak.

Si l'objectif est bien de rapprocher l'Europe des Etats-Unis, que peuvent faire les Français et les Britanniques pour atteindre ce résultat ? s'interroge Elisabeth Guigou. Certes, nous avons des intérêts communs et l'on peut aussi chercher de nouveaux secteurs de coopération pour relancer la relation euro-américaine mais l'essentiel n'est pas là. Il y a beaucoup à faire sur les dossiers du Proche-Orient et de l'Irak. Les perspectives de coopération franco-britannique existent et peuvent nourrir un dialogue avec Washington. Il est vrai que, pour l'heure, le « label » français n'est pas bien reçu aux Etats-Unis et il est douteux qu'un « label » franco-britannique bénéficie d'un meilleur accueil.

Entre la France et le Royaume Uni il y a eu des avancées, souvent bilatérales, comme en matière de défense mais ces progrès sont souvent bloqués par des oppositions plus fortes dans le cadre général européen. C'est pourquoi l'orateur

suggère que nos deux pays travaillent à se mettre d'accord sur des dossiers comme celui de la Turquie.

La question de la ratification de la Constitution européenne ayant été abordée, Elisabeth Guigou appelle de ses vœux une attitude positive qui permettra de relever le défi de l'élargissement. Il y a un risque de voir le Royaume Uni refuser la Constitution. Il faut, conclut-elle, une Europe forte car si elle devait se soumettre à des directives extérieures, elle n'existerait pas.

Le paradoxe de la notion de multipolarité, qui agace aujourd'hui les Américains, c'est d'être née dans l'esprit de Nixon et de Kissinger. Cela dit, explique Jacques Andréani, il ne faut pas antagoniser l'Amérique et opposer l'Europe à l'Amérique. Car la forme compte dans les relations avec les Américains, qui ont du mal à comprendre le sens que l'on veut donner en France à la notion d'Europe puissance. Ce que l'on doit savoir c'est qu'il n'y aura d'Alliance atlantique rénovée que si l'Europe se prend en mains

C'est également le sentiment qu'exprime Roger Morgan.

Dans leurs conclusions, Dominique Moïsi et Philip Stephens prévoient de grands changements dans le contexte international.

Le premier met en garde les Européens qui seraient tentés par une indulgence excessive à l'égard de la Russie. Les Américains ne comprendraient pas que l'on renonce à nos valeurs au profit de la realpolitik. L'orateur récuse trop de pessimisme à l'égard de l'Irak. Après tout le départ de Saddam ne saurait être regretté. Et il n'est pas assuré que les Américains soient dans une impasse. Quant à la menace que fait peser l'Iran, une action « chirurgicale » pourrait être acceptée. Le risque serait grand si l'Amérique devait demander à Israël d'intervenir à sa place. Mais on ne saurait se résigner à laisser l'Iran se doter de l'arme nucléaire.

Enfin, sur la Palestine, ne convient-il pas que les Français fassent pression sur les Palestiniens et les Américains sur les Israéliens, chacun des deux pays n'ayant plus rien à attendre du soutien quasi-automatique qu'ils apportent à leurs protégés. L'heure est venue du compromis.

Pour Philip Stephens, les Européens et surtout les Français et les Britanniques doivent comprendre que le monde évolue à grands pas alors que les Européens, paralysés par des querelles subalternes, n'avancent plus. Celles-ci font que l'Europe n'a guère de chances de devenir le challenger de l'Amérique. D'autant que l'Amérique demeure très puissante et qu'il serait déraisonnable d'exagérer les limites auxquelles Washington se heurte.

COMMENTAIRE

Le Conseil franco-britannique a voulu, un mois après les élections américaines, dresser un bilan des conditions nouvelles de la vie internationale en accordant une haute priorité à l'évolution des relations transatlantiques. Celles-ci occupaient, naguère encore, la première place dans les affaires du monde. En est-il toujours ainsi ? Comment l'Europe peut-elle retrouver son autorité politique après la crise irakienne ? En quoi la France et le Royaume Uni peuvent-ils apporter leur concours à cette entreprise ?

Le colloque est convenu – avec parfois quelques nuances – que G.W. Bush a nettement gagné les élections. Il a fait légitimer sa politique et dispose désormais d'un mandat clair. L'Europe, qui manifestait sa préférence pour J. Kerry, doit s'y résigner.

En revanche, l'Europe a été victime d'un double échec du Royaume Uni et de la France. Cette dernière n'est pas parvenue à entraîner avec elle plus d'une partie des Etats européens dans sa condamnation de la guerre et de la politique américaine. Le premier n'a pu infléchir la politique de Washington comme son opinion publique l'espérait. La confrontation à la française a échoué ; la complaisance à l'anglaise, aussi.

Il résulte, de cet état de fait, que l'unité de l'Europe malgré ou à cause de l'élargissement est en ruine. Selon le mot d'un Britannique « L'Europe a cessé d'apparaître sur les écrans radar de la géopolitique américaine ». Elle a cessé, ont observé plusieurs intervenants, d'être le principal partenaire des Etats-Unis.

Les analyses des Français et des Britanniques ont été plus contrastées lorsqu'il a fallu apprécier les forces et les faiblesses des Etats-Unis. Un courant s'est dessiné, côté français, pour souligner les limites de la puissance américaine. Celles-ci sont dues, selon plusieurs, à la faiblesse du dollar, au déficit de la balance des comptes, à celui du budget fédéral. Serait-il possible à l'Amérique de poursuivre dans la voie de l'unilatéralisme sans provoquer des ajustements, et donc des conséquences fâcheuses pour l'économie américaine et mondiale ?

Plusieurs Britanniques ont mis en doute cette analyse. Les déficits, la chute du dollar ne gênent pas tellement l'Amérique. C'est plutôt à l'Europe de se préoccuper de réformer ses structures. L'économie américaine est très performante : celle de l'Europe se traîne à sa suite.

Sur les capacités militaires de l'Amérique, les vues françaises et britanniques ont eu tendance à diverger à la notable exception des généraux présents au colloque. Un Général français et un Britannique ont exprimé le sentiment que les Américains peuvent gagner la paix en Irak. Tel n'a pas été l'avis de la plupart des participants

français qui estiment que l'Amérique est paralysée par son engagement en Irak et ne peut agir, par exemple contre l'Iran, comme elle le souhaiterait.

Dans ces conditions, que peuvent faire les Français et les Britanniques pour redonner une place de premier plan à l'Europe dans les priorités de l'Amérique ? C'est à dire comment l'Europe peut-elle apporter à l'Amérique un concours lui permettant de se faire entendre dans les grands problèmes auxquels l'Amérique doit faire face : conflit israëlo-palestinien, retour de la Russie, protocole de Kyoto, montée en puissance de la Chine, prolifération des armes de destruction massive, etc.

Un courant s'est manifesté pour dire que seule l'unité de l'Europe pourrait apporter ce changement. Mais comment redonner le sens de l'unité à l'Europe ? Deux conceptions se sont manifestées. L'une consisterait à consolider la solidarité atlantique sur la base d'un partenariat euro-américain entre égaux. Dans cette optique, plusieurs Français, sans exclure un succès de la politique américaine en Irak et en tout cas désireux de rétablir un climat de confiance entre Américains et Européens, ont évoqué une Europe qui aurait sa place, comme pôle de puissance, dans un contexte multipolaire ce que certains Britanniques ont jugé difficilement acceptable aux Américains dans le climat actuel des relations transatlantiques. Sur la finalité du projet européen, les approches des participants français ont été différentes de celles des Britanniques. Certes, ont noté les uns et les autres, des convergences s'établissent entre les politiques des deux peuples et des coopérations bilatérales peuvent se nouer, mais on achoppe encore sur des choix globaux. C'est au point qu'un intervenant britannique a pu dire que l'ancien projet européen, celui qui était fondé sur le Traité de Rome, a cessé d'avoir un avenir. Seul parmi les Britanniques, un intervenant a contesté cette analyse et a plaidé pour une Europe «communautaire».

Le colloque a fait apparaître des convergences dans l'analyse des peuples et des deux gouvernements à l'égard des comportements de l'Amérique et du sens à donner aux élections américaines. Plusieurs participants de l'un et l'autre pays n'ont pas approuvé la guerre ni les méthodes pour la conduire. Les uns et les autres ont manifesté un certain pessimisme devant l'accumulation des difficultés que l'Amérique devra résoudre. Mais là, semble-t-il, s'arrête la convergence. Des Français reviennent d'autant moins sur leur attitude de confrontation qui date de mars 2003 qu'ils sont persuadés que l'Amérique continue à faire fausse route. Dans ces conditions, la France n'a aucun intérêt à s'aligner sur cette politique. A l'inverse les Britanniques espèrent un succès de l'Amérique – qui serait un peu le leur – et s'attendent à un renversement de la conjoncture.

Les Français mettent leur espoir dans une cohésion plus forte de l'Europe, quitte à aller de l'avant avec un groupe restreint d'Etats dans le cadre des coopérations renforcées dans les secteurs de la défense et de la politique étrangère. Cette condition leur paraît nécessaire pour rétablir la relation transatlantique sur une base équilibrée.

Les Britanniques qui, tout autant que les Français, déplorent l'éclatement de l'Europe à la suite de la crise d'Irak, en prennent leur parti et semblent tirer la conclusion que le projet européen a cessé d'être porteur d'avenir. Dans ces conditions bien que la vision de l'Europe demeure différente pour les Britanniques et les Français., ce colloque a montré une nouvelle fois que le Conseil franco-britannique peut jouer un rôle utile pour faire mieux comprendre les points de vue des deux partenaires.

Jean-Marie LE BRETON

LISTE DES PARTICIPANTS FRANCAIS

Coprésident :

Jean FRANCOIS-PONCET

Ancien Ministre

Sénateur de Lot-et-Garonne

Jacques ANDREANI

Ambassadeur de France

Nicole BACHARAN

Chercheur associée à la Fondation nationale des Sciences politiques

Jean-René BERNARD

Inspecteur général des finances honoraire

Membre du Conseil de la politique monétaire de la Banque de France

Sylvie BLUMENKRANTZ

Sous-directeur de la Section française du Conseil franco-britannique

Christian de BOISSIEU

Président délégué du Conseil d'Analyse économique

François BUJON DE L'ESTANG

Ambassadeur de France

Président de Citigroup France

Jean-Claude CASANOVA

Directeur de la revue Commentaire

André FONTAINE

Ancien directeur du journal Le Monde

Renaud GIRARD

Grand reporter, LE FIGARO

Elisabeth GUIGOU

Ancien Ministre

Députée de Seine-Saint-Denis

Pierre HASSNER

Directeur d'études, CERI

François HEISBOURG

Directeur de la Fondation pour la recherche stratégique

Jean-Marie LE BRETON

Secrétaire général de la Section française du Conseil franco-britannique

Dominique MOISI

Conseiller spécial à l'IFRI

Général Jean RANNOU

Ancien Chef d'Etat-major de l'Armée de l'Air
Conseiller maître à la Cour des Comptes

Pierre RAZOUX

Chargé des relations bilatérales avec le Royaume-Uni à la Délégation aux Affaires Stratégiques, Ministère de la Défense

Jacques VIOT

Ambassadeur de France
Président de la Section française du Conseil franco-britannique

LISTE DES PARTICIPANTS BRITANNIQUES

Daniel FRANKLIN
Editorial Director,
Economist Intelligence Unit

Bonnie GREER
Writer, critic and broadcaster

Sir John HOLMES
British Ambassador, Paris

Anthony HOWARD
Political Commentator

The Hon. Peter JAY
Former British Ambassador to the US

Hywel JONES
Director of the Network of European Foundations

Ann KENRICK
Secretary-General, Franco-British Council

Mark LEONARD
Director, Foreign Policy Centre

Angus LAPSLEY
British Embassy, Paris

Sir Christopher MALLABY (co-chair)
Former British Ambassador to France and Germany
MD, Investment Banking, UBS

Professor Roger MORGAN
External Professor of Political Science
European University Institute, Florence

Sophie PEDDER
Paris Correspondent, The Economist
Professor Richard PORTES
President, CEPR
Professor of Economics,
London Business School

Lord RADICE (co-chair)
Chairman, Franco-British Council

Catherine RAWLINSON
Assistant to the Secretary-General

Andrew ROBINSON

Honorary Consul for France, North East of England
Chairman of the French Business Council
Vice-President of the European Institute of eLearning

Adam STEINHOUSE

Senior Lecturer, Civil Service College Directorate

Philip STEPHENS

Financial Times

Major General Charles VYVYAN

Former Defence attaché and Head of British Defence Staff, Washington
Strategic Adviser to Equity Research at Bank of America

Le Conseil franco-britannique est né, au moment de l'adhésion du Royaume-Uni à la Communauté européenne, d'une initiative commune du Président Georges Pompidou et du Premier ministre Edward Heath.

Son objet est de contribuer à une meilleure compréhension entre les deux pays par le moyen de rencontres de personnalités ou de spécialistes, notamment dans les domaines de la culture, de la science, de l'art, de la politique et des entreprises.

CONSEIL FRANCO-BRITANNIQUE
Section française

66, rue de Bellechasse, 75007 Paris

Téléphone : 01 42 75 79 83 - Télécopie : 01 42 75 79 87

Mél. : conseilfrancobritannique@wanadoo.fr